

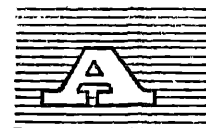
Document:-
A/CN.4/289/Add.1 et Corr.1

Additif à la note du Secrétariat: liste de candidats et notices biographiques

sujet:
Vacance survenant après élection

*Téléchargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/CN.4/289/Add.1
10 mai 1976
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Vingt-huitième session
Genève, 3 mai - 23 juillet 1976

NOMINATIONS A DES SIEGES DEVENUS VACANTS A LA COMMISSION

Additif à la note du Secrétariat

I

Liste des candidats

En ce qui concerne la nomination au siège devenu vacant par suite de l'élection de M. Taslim O. Elias en qualité de juge à la Cour internationale de Justice, le 17 novembre 1975, la candidature des personnes dont les noms suivent a été présentée :

M. E.K. Dadzie (Ghana)
M. Frank X.J.C. Njenga (Kenya)
M. J. Abdullahi S. Osman (Somalie)

II

Notice biographique des candidats

II. E.K. DADZIE

(Ghana)

[Original : anglais]

Né le 16 mars 1916 à Sekondi, Ghana.

Etudes

Collège Achimota, Accra, Ghana; King's College, London University, LL.B, Londres; admis au barreau à Lincoln's Inn, Londres, en 1956; admis à l'ordre des avocats du Ghana en 1957.

Carrière

Fonction publique de la Côte-d'Ivoire, 1936-1942; Royal Air Force : a servi comme navigateur de l'air au Groupe No 299 (RAF), Second Tactical Command, 1942-1947; praticien privé à Accra, 1957-1959; chef de la Division des services juridiques et consulaires au Ministère des Affaires étrangères, à Accra, 1959-1962.

Membre de la délégation ghanéenne à la quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, a exercé les fonctions de représentant à la Sixième Commission (questions juridiques), 1959; membre de la délégation ghanéenne à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1960; membre de la délégation ghanéenne d'experts techniques auprès de la République démocratique du Congo (devenue République du Zaïre), 1960; Conseiller juridique à la délégation ghanéenne au Liban, en République arabe unie et au Soudan pour la conclusion d'accords aériens (a reçu au Liban l'Ordre du Cèdre), 1960; membre de la délégation ghanéenne à la quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, représentant à la Sixième Commission, 1960; membre de la délégation ghanéenne à la Conférence des Nations Unies sur les relations diplomatiques, Vienne, a participé au Comité de rédaction de la Conférence, 1961; membre de la délégation ghanéenne à la seizième session de l'Assemblée générale; représentant à la Sixième Commission, 1961; ambassadeur du Ghana en Roumanie, 1962-1966; représentant résident du Ghana auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 1963-1966; membre du Conseil des gouverneurs, 1963; membre de la délégation ghanéenne à la dix-septième session de l'Assemblée générale, a été élu vice-président de la Sixième Commission, 1962; membre de la délégation ghanéenne à la Conférence des Ministres de l'Organisation de l'Unité africaine tenue à Dakar en 1963; chef de la délégation ghanéenne à la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires, Vienne, 1963; chef de la délégation ghanéenne à la Conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur la responsabilité civile pour les dommages nucléaires, 1963; membre de la délégation ghanéenne à la dix-huitième session de l'Assemblée générale, représentant à la Sixième Commission, 1963; membre de la délégation ghanéenne à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève, 1964; chef de la délégation ghanéenne à la Conférence des Nations Unies sur les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, Mexico, 1964;

membre de la délégation ghanéenne à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, représentant à la Sixième Commission, décembre 1964-février 1965; chef de la délégation ghanéenne à la Réunion du Comité spécial d'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international, New York, élu président du Comité spécial, 1964-1965; a participé à un colloque sur les aspects juridiques des problèmes relatifs aux réfugiés, organisé par la Dotation Carnegie pour la paix internationale, qui s'est tenu à Bellagio, Italie, avril 1965;

participant ghanéen au Séminaire des Nations Unies sur les sociétés multinationales, qui s'est tenu à Ljubljana, Yougoslavie, en juin 1965; membre de la délégation ghanéenne à la vingtième session de l'Assemblée générale, représentant à la Sixième Commission (1965); ambassadeur du Ghana en France, 1965-1967; représentant résident du Ghana auprès de l'UNESCO, Paris, 1965-1967; ambassadeur, Ministère des affaires étrangères, Accra (1967-1968);

élu Président de la première session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, New York, en janvier 1968;

observateur spécial de la CNUDCI à la deuxième CNUCED, New Delhi, en mars 1968;

chef adjoint de la délégation ghanéenne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne, avril-mai 1968;

membre de la délégation ghanéenne à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale; représentant à la Sixième Commission, 1968; chef de la délégation ghanéenne à la dixième session du Comité juridique consultatif africano-asiatique, Karachi, Pakistan, en janvier 1969; chef de la délégation ghanéenne à la deuxième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, Genève, mars 1969;

chef de la délégation ghanéenne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne, avril-mai 1969;

ambassadeur du Ghana en Union des Républiques socialistes soviétiques, 1969-1970; membre de la délégation ghanéenne à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, représentant à la Sixième Commission, 1969; directeur de la recherche et de la planification de la politique, Ministère des affaires étrangères, Accra, septembre 1970; secrétaire principal au Ministère des affaires étrangères, Accra, 1971; directeur de la Division juridique du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, décembre 1971; directeur de la Division de la protection au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 1972.

Distractions

Automobile, musique, danse, golf, échecs, langues.

M. Frank X.J.C. NJENGA
(Kenya)

[Original : anglais]

Date de naissance : 6 janvier 1940

Lieu de naissance : Nairobi (Kenya)

Etat civil : Marié, trois enfants

Titres universitaires : LL.B. (Londres), 1963
LL.M. (Columbia), 1965
LL.M. (New York University), 1968

Publications : Plusieurs articles sur les droits de l'homme,
les garanties en matière d'investissements
et le droit de la mer

Fonctions exercées : Deputy Registrar (Greffier adjoint)
à la High Court du Kenya, 1963

Maître de conférence à l'Université de
Dar es-Salaam, 1965-1968

Maître de conférence à l'Université de Nairobi,
1968-1969

Conseiller juridique au Ministère des
affaires étrangères depuis 1969

Membre de la Commission de la conciliation,
de la médiation et de l'arbitrage de
l'Organisation de l'unité africaine

Chef de la délégation kényenne à la
Sixième Commission aux vingt-quatrième,
vingt-cinquième, vingt-septième, vingt-huitième
et vingt-neuvième sessions de l'Assemblée
générale de l'Organisation des Nations Unies

Membre de la délégation kényenne au Conseil
de sécurité, 1973-1974

Chef de la délégation kényenne au Comité
spécial des principes du droit international
touchant les relations amicales et la
coopération entre les Etats de l'Organisation
des Nations Unies, aux sessions de 1969
et de 1970

Fonctions exercées (suite)

Chef de la délégation kényenne au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, aux sessions de 1969, de 1970, de 1971 et de 1972

Chef de la délégation kényenne à la première session de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer en 1973

Chef adjoint de la délégation kényenne à la deuxième session de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer à Caracas, en 1974

Chef adjoint de la délégation kényenne à la troisième session de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer à Genève, en 1975

Vice-Président de la Deuxième Commission de la Conférence sur le droit de la mer, aux première, deuxième et troisième sessions

Chef de la délégation kényenne à la Réunion d'experts du Groupe africain sur le droit de la mer tenue à Kampala, du 10 au 17 juillet 1975

Rapporteur de la Deuxième Commission à la vingt-cinquième session du Conseil des Ministres de l'Organisation de l'unité africaine, tenue à Kampala, du 18 au 25 juillet 1975

Membre de la délégation kényenne à la treizième session de la Réunion des chefs d'Etat africains de l'OUA, tenue à Kampala, du 27 juillet au 2 août 1975

Président de la Sixième Commission à la trentième session de l'Assemblée générale

ii. J. Abdullahi S. OSMAN

(Somalie)

[Original : anglais]

Date de naissance :

1935

Etat civil :

Marié, un enfant

Etudes :

1. Etudes préuniversitaires jusqu'en 1958 : cours moyen et études secondaires à Amud (Somalie);

Collège municipal de Southport (Angleterre)
(General Certificate of Education, niveau ordinaire et niveau avancé)

Etudes (suite) :

2. Etudes supérieures à l'Université de Hull (obtention du diplôme de LLB avec mention en 1962)
3. Barrister-at-Law (membre de la Honourable Society of the Middle Temple)
 - Admis au Barreau en Angleterre en 1963
 - Admis au Barreau en Somalie en 1964
4. Bourse de perfectionnement des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme en 1965
5. Cours d'études supérieures à Londres et à Cambridge (droit international et rédaction des lois)
 - a participé au cours organisé à l'intention des membres des carrières juridiques administratives à Marlborough House, en 1966-67

Postes dans l'administration somalie :

1. Secrétaire et conseiller juridique au Cabinet du Premier Ministre, 1964-1965
2. Directeur du Département de la législation, 1965-1967
3. Directeur de la Commission consultative pour la législation, 1965-1968
4. Directeur général au Ministère de la justice, 1968-1971
5. Conseiller juridique à la Présidence du Conseil révolutionnaire suprême de Somalie en 1971
6. Premier Conseiller d'Etat et Conseiller juridique à la Présidence (poste qu'il occupe jusqu'à maintenant)
 - a présidé de nombreuses commissions techniques dans le domaine de la réforme et de l'intégration législatives
 - a été chargé de la rédaction d'études comparatives sur l'unification des systèmes juridiques somalis
 - a supervisé et dirigé les travaux législatifs et juridiques en Somalie
 - a exercé des fonctions de représentation auprès de la Cour suprême et du Tribunal international d'arbitrage de Somalie.

Fonctions internationales :

Juge à la Cour d'arbitrage des Communautés économiques européennes et des Etats africains et malgache

Publications :

Article intitulé "The Role of the United Nations in Maintaining Peace and Security in Africa, Editions Dag Hammarskjold, Uppsala

Article intitulé "The Integration of Laws in the Somali Democratic Republic", Somali Law Journal, 1973

Ouvrage sur le système juridique somali :
"The Somali Legal System - a Comparative Study"
(en cours de publication)

Conférences internationales et autres missions gouvernementales :

A participé à un grand nombre de conférences, réunions et séminaires internationaux. Il faut mentionner spécialement la participation aux réunions ci-après :

- Conseiller juridique de la délégation présidentielle à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue au Caire en 1964
- A participé au Séminaire sur l'ordre mondial, tenu à Dar es-Salaam en 1966
- Observateur à la session du Comité spécial de la décolonisation de l'Organisation des Nations Unies, tenue à Dar es-Salaam en 1967
- A participé au Séminaire Dag Hammarskjold sur le rôle des Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité en Afrique à Uppsala (Suède)
- Représentant de la Somalie au Conseil d'administration de l'OIT à Genève, en 1970
- Chef de la délégation somalie à la Conférence internationale du travail en 1970
- Rapporteur de la Conférence des ministres du travail africains tenue à Lusaka, en 1971
- Membre de la délégation présidentielle à la Conférence au sommet de l'OUA en 1971, 1972, 1973, 1974 et 1975
- Membre de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Alger, en 1973

Conférences internationales et autres missions gouvernementales (suite) :

- Membre de la délégation présidentielle à la Conférence au sommet des Etats d'Afrique orientale et centrale tenue à Mogadishu, en 1972
- Membre de la délégation présidentielle à la Conférence au sommet des Etats d'Afrique orientale et centrale tenue à Brazzaville (Congo), en 1974
- A accompagné le Président de la Somalie en qualité de conseiller lors de ses visites officielles en URSS, en Chine, en Corée, au Pakistan, en Egypte, en Syrie, en Irak, dans la République démocratique populaire du Yémen, en Arabie saoudite, à Bahreïn, dans les Emirats arabes unis, au Qatar, à Oman, au Koweït, en Algérie, en Libye, au Sénégal, en Gambie, en Guinée-Bissau, en Guinée, au Libéria, au Ghana, au Togo, au Dahomey, au Niger, en Guinée équatoriale, au Nigéria, au Soudan, en Tanzanie, au Kenya, en Ouganda, au Burundi, au Rwanda, au Tchad
- Membre de la délégation somalie aux vingt-neuvième et trentième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

* * * *

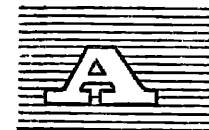
NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/CN.4/289/Add.1/Corr.1
17 mai 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Vingt-huitième session
Genève, 3 mai-23 juillet 1976

NOMINATIONS A DES SIEGES DEVENUS VACANTS A LA COMMISSION

Additif à la note du secrétariat

Rectificatif

II

Notices biographiques des candidats

Remplacer la notice biographique de M. J. Abdullahi S. OSMAN (Somalie) par le texte ci-après* :

M. J. Abdullahi S. OSMAN
(Somalie)

[Original : anglais]

Premier Conseiller d'Etat et Conseiller juridique
à la Présidence de la République démocratique somalie

Date de naissance : 1935

Etat civil : Marié, un enfant

* Communiqué par la Mission permanente de la République démocratique somalie auprès de l'Organisation des Nations Unies après la publication du document A/CN.4/289/Add.1.

ETUDES

<u>Lieu</u>	<u>Diplôme ou programme</u>	<u>Date</u>
1. Amud (Somalie)	Etudes préuniversitaires (cours moyen et études secondaires)	...
2. Collège municipal	<u>General Certificate of Education</u> (niveau ordinaire et niveau avancé)	jusqu'en 1958
3. Université de Hull (Angleterre)	Obtention du diplôme de LLB avec mention	1962
4. Council of Legal Education, Londres	<u>Bar-at-Law</u>	
5. Universités de Londres et de Cambridge	Programme d'études supérieures en droit international et rédaction des lois	
6. Marlborough House, (Angleterre)	Cours destiné aux membres des carrières juridiques administratives	1966-1967

DISTINCTIONS

1. Diplôme LLB avec mention, Université de Hull 1962
2. Prix universitaire de droit pour 1962
3. Bourse de perfectionnement des Nations Unies
dans le domaine des droits de l'homme 1965

ENTREE DANS LA CARRIERE : MISSIONS GOUVERNEMENTALES
ET AUTRES

<u>Institution</u>	<u>Dates</u>
1. Admis au Barreau en Angleterre (<u>Barrister-at-Law</u>); <u>Membre de la Honourable Society of the Middle Temple</u>)	1963
2. Admis au Barreau en Somalie	1964
3. Postes dans l'administration somalie :	
a) Secrétaire et Conseiller juridique au Cabinet du Premier Ministre	1964-1965
b) Directeur du Département de la législation	1965-1967
c) Directeur de la Commission consultative pour la législation	1965-1968
d) Directeur général au Ministère de la justice	1968-1971
e) Conseiller juridique à la Présidence du Conseil révolutionnaire suprême de Somalie	(janvier) 1971
f) Premier Conseiller d'Etat	(juillet) 1971

M. Osman a en outre présidé de nombreuses commissions techniques dans le domaine de la réforme et de l'intégration législatives; il a été chargé de la rédaction d'études comparatives sur l'unification des systèmes juridiques de Somalie, a supervisé et dirigé les travaux législatifs et juridiques en Somalie et exercé des fonctions de représentation auprès de la Cour suprême et du Tribunal international d'arbitrage de Somalie.

4. Fonctions internationales : 1971
Juge à la Cour d'arbitrage des Communautés économiques européennes et des Etats africains et malgache.

PUBLICATIONS

Article intitulé "The Role of the United Nations in Maintaining Peace and Security in Africa", Editions Dag Hammarskjold, Uppsala.

Article intitulé "The Integration of Laws in the Somali Democratic Republic", Somali Law Journal, 1973.

Ouvrage sur le système juridique somali : "The Somali Legal System - a Comparative Study" (en cours de publication).

Conférence au Cinquième Congrès des juristes noirs : "The Decolonisation of International Law", 1975.

CONFERENCES INTERNATIONALES ET AUTRES MISSIONS GOUVERNEMENTALES

A participé à un grand nombre de conférences, réunions et séminaires internationaux. Il faut mentionner spécialement la participation aux réunions ci-après :

- Conseiller juridique de la délégation présidentielle à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue au Caire en 1964
- A participé au Séminaire sur l'ordre mondial, tenu à Dar es-Salam en 1966
- Observateur à la session du Comité spécial de la décolonisation de l'Organisation des Nations Unies, tenue à Dar es-Salam en 1967
- A participé au Séminaire Dag Hammarskjold sur "Le rôle des Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité en Afrique" à Uppsala (Suède) en 1968
- Représentant de la Somalie au Conseil d'administration de l'OIT à Genève, en 1970
- Chef de la délégation somalie à la Conférence internationale du travail en 1970
- Rapporteur de la Conférence des ministres du travail africains tenue à Lusaka, en 1971
- Membre de la délégation présidentielle à la Conférence au sommet de l'OUA en 1971, 1972, 1973, 1974 et 1975
- Membre de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger en 1973

- Conseiller de la délégation présidentielle à la Conférence au sommet des Etats d'Afrique orientale et centrale tenue à Mogadiscio, en 1972
- Conseiller de la délégation présidentielle à la Conférence au sommet des Etats d'Afrique orientale et centrale tenue à Brazzaville (Congo), en 1974
- A accompagné le Président de la Somalie en qualité de conseiller lors de ses visites officielles en URSS, en Chine, en Corée, au Pakistan, en Egypte, en Syrie, en Irak, dans la République démocratique populaire du Yémen, en Arabie Saoudite, à Bahreïn, dans les Emirats arabes unis, au Qatar, à Oman, au Koweït, en Algérie, en Libye, au Sénégal, en Gambie, en Guinée-Bissau, en Guinée, au Libéria, au Ghana, au Togo, au Dahomey, au Niger, en Guinée équatoriale, au Nigéria, au Soudan, en Tanzanie, au Kenya, en Ouganda, au Burundi, au Rwanda, au Tchad
- Membre de la délégation somalie aux vingt-neuvième et trentième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Conseiller du Président à la Réunion extraordinaire au sommet de l'OUA sur l'Angola, tenue à Addis-Abéba en décembre 1975
- Membre de la délégation somalie à la 1889ème séance du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en février 1976